



35 HEURES

De sérieuses retouches sont encore nécessaires

Le parlement débattrà à partir du 5 octobre du projet de la seconde loi sur la réduction du temps de travail. La question est de savoir si le texte proposé n'a pas négligé les garde-fous nécessaires pour que l'amélioration des conditions de travail, la qualité de vie et les embauches soient bien au rendez-vous.

L'application de la nouvelle loi ne doit en aucun cas conduire à une diminution de la protection des salariés. Pourtant aux termes de l'article 16, si un accord prévoit une baisse des rémunérations, les salariés qui s'y opposeront pourront être licenciés sans que le motif puisse être discuté, le licenciement sera considéré comme individuel et il n'y aura pas de plan social.

Modulation, annualisation, si l'on n'y prend garde, réduction du temps de travail ne rimera pas forcément avec une augmentation du temps disponible.

Pour réellement favoriser les embauches, les heures supplémentaires doivent être limitées et renchériées.

Pour lutter contre le chômage à une échelle importante, l'Etat va consentir des efforts financiers considérables dans le cadre de la deuxième loi sur les 35 heures. Il est donc essentiel que les engagements en matière d'emploi dans les entreprises qui auront bénéficié de la manne publique soient respectés.

Tous les cadres, à l'exception des dirigeants, doivent bénéficier du décompte horaire du travail et du respect des maxima journaliers et hebdomadaires fixés par la loi, que leur horaire soit déterminé à la semaine, au mois, à l'année ou par convention de forfait.

Pour faire des 35 heures une chance pour l'emploi, les salariés et le pays tout entier, il faut prendre le bon chemin. Le Mouvement Des Citoyens soutiendra tout amendement visant à améliorer le projet de loi.

Il rappelle cependant qu'une politique tournée vers le plein emploi ne saurait se contenter d'une loi sur la réduction du temps de travail, croissance et relance de la consommation doivent également être au rendez-vous.

Le gouvernement qui a placé les 35 heures au centre de ses ambitions sociales doit écouter les groupes de la majorité plurielle.

LE R.P.R. A-T-IL ENFIN TROUVE SON SAUVEUR ?

Patrick. DEVEDJIAN, proche d'Edouard Balladur et de Nicolas SARKOSY a décidé cette semaine de postuler au grade de chef suprême du RPR. La droite déjà mal en point saura-t-elle se remettre de la candidature de son « porte-parole libéral » au moment où 71% des Français sont pour une régulation de l'économie par l'Etat.

MICHELIN

L'appel du Premier Ministre à la mobilisation des salariés, des syndicats et des partis politiques pour s'opposer au plan de licenciements prévus chez MICHELIN, ainsi que l'appel à la mobilisation lancé par Robert HUE à la fête de l'Humanité, recueillent l'entière approbation du Mouvement des Citoyens.

Afin d'envisager une approche globale et commune des actions à mener, celui-ci demande la réunion rapide des différentes composantes de la majorité plurielle et au-delà. Les licenciements chez Michelin s'inscrivent dans le cadre plus général d'un grand mouvement de concentration de l'industrie à l'échelle française, européenne et mondiale, conséquence d'une mondialisation ultra-libérale qui aboutit inéluctablement, car telle est la logique du processus, à davantage de monopoles ou d'oligopoles.

Privilégier la plus-value des actionnaires, la cote en Bourse du titre et l'augmentation des profits sont aujourd'hui les priorités de ces entreprises, qui se comportent de moins en moins comme des acteurs industriels et de plus en plus comme des exécutants des ordres des groupes financiers qui contrôlent leur capital. Si l'État et les pouvoirs publics doivent agir, les Français doivent aussi se mobiliser pour créer dans tout le pays un nouveau rapport de forces.

MONDIALISATION ET AGRICULTURE

Les différentes actions syndicales agricoles de ces derniers jours mettent en évidence des situations qui sont toutes des conséquences directes et néfastes de la mondialisation de l'agriculture et de la concentration de la distribution. La mondialisation de l'agriculture qui certes ne date pas d'aujourd'hui avait cependant été freinée par la politique agricole commune qui avait su mettre en place la préférence communautaire. Les négociations du GATT et la réforme de la PAC de 1992 puis la nouvelle réforme Agenda 2000, la mise en place de l'OMC contre laquelle votèrent les parlementaires du MDC ainsi que les futures négociations de l'OMC aboutissent petit à petit à supprimer cette préférence communautaire et à livrer tous les produits agricoles à la Mondialisation avec toutes les conséquences néfastes.

les prix européens se rapprochent des prix de dumping du marché mondial, la qualité sanitaire et gustative de produits est oubliée, et les Etats Unis se font les gendarmes de ce marché mondial en prenant des mesures de rétorsion parce que les européens ne veulent pas de leurs viandes aux hormones.

La concentration des circuits de distribution vient accentuer la pression sur les prix et le mariage récent Promodès-Carrefour ne va faire qu'aggraver la situation des producteurs. Les paysans réagissent aujourd'hui pour la défense de la qualité des produits alimentaires et pour la transparence des marchés et des circuits de transformation et de distribution. Le Mouvement des Citoyens salue cette prise de conscience par les agriculteurs des véritables enjeux - circuits économiques et santé publique et souhaite que le gouvernement réponde par des actes forts à ces nouveaux défis : c'est tout simplement notre modèle européen de développement qui est dans la balance, les luttes paysannes rejoignent ici les intérêts des consommateurs et l'intérêt général.

BNP-PARIBAS-SOCIETE GENERALE

La décision hautement stratégique concernant le regroupement des grandes banques françaises est un véritable attentat contre l'intérêt national. Celui-ci commandait évidemment le regroupement le plus large possible, exigé par la promotion et la défense de nos intérêts économiques dans la mondialisation. Or l'intérêt national n'a été pris en compte à aucun moment ni à aucun niveau. Nous sommes au bout de la logique des privatisations. Non seulement la Société Générale est exposée au raid de prédateurs étrangers, mais le riche patrimoine industriel de Paribas risque fort d'être bradé dans les mêmes conditions à des fins purement financières au détriment de l'intérêt du pays et des travailleurs. La France vient de rater l'occasion de constituer à égalité avec la Deutsch bank un des trois premiers groupes européens et mondiaux. Que ce soit un comité de banquiers irresponsables et indépendants de toute instance démocratique qui ait pu prendre cette décision en dit long sur la déliquescence de l'Etat. Si l'Etat n'est pas capable de réaffirmer son rôle cela veut dire qu'il n'y a plus d'instance qui, en dernier ressort, défende l'intérêt général.

Pour assurer le succès de la gauche, rejoignez le Mouvement Des Citoyens

Nom - Prénom : Tel :

Adresse:.....

écrire à : **MDC 9, rue du Faubourg Poissonnière – 75009 Paris**

Actualités, Infos, Positions Politiques, tout sur le Mouvement des Citoyens

internet : www.mdc-france.org